



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS *SPECIAL DELEGATION DE SIGNATURE*

Edition n° 19 du 1er juillet 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1er juillet 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	706
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	706
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	706
Bureau de l'interministérialité.....	706
Arrêté préfectoral modificatif N° 13.BI.16 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.....	706
Arrêté préfectoral N°13 BI 15 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques.....	706

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté préfectoral modificatif N° 13.BI.16 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 6 juillet 2011 nommant M. Luc VILAIN en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de Lunéville ;
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral N°12.BI.36 du 10 juillet 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 10 juillet 2012 est modifié ainsi qu'il suit :

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, la délégation définie à l'article 1 de l'arrêté susvisé est dévolue dans les mêmes conditions à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de MM. Jean-François RAFFY et Alexis ANDRES, délégation est donnée à M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Le reste est sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 1er juillet 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté préfectoral N°13 BI 15 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel n°09/1475/A du 21 janvier 2010 portant mutation, nomination et détachement de Mme Antoinette AUDIA, attachée principale d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, à l'effet de signer dans le cadre des attributions de la direction, les décisions se rapportant notamment aux objets suivants :

1-1 – CITOYENNETE

100. nomination des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy

101. conclusion de marchés publics dans le cadre des échéances électorales

102. déclaration de mandataires financiers dans le cadre des élections

103. récépissé de déclaration de candidature provisoire

104. récépissé de déclaration de candidature définitif

105. liquidation financière des élections politiques et professionnelles (factures, frais d'assemblée électorale, subvention aux mairies pour l'achat d'urnes et d'isoloirs, remboursement des procurations et des frais de déplacements des OPJ, remboursement des frais de campagne....) à l'exception des états de rémunération liés à la mise sous pli et des indemnités pour travaux supplémentaires

106. déclaration d'option pour le service national
107. recherches dans l'intérêt des familles
108. livrets de circulation pour les gens du voyage
109. arrêté portant rattachement administratif à une commune pour les gens du voyage
110. récépissés de création, modifications et dissolution des fonds de dotation
111. récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901
112. récépissés de création, modifications et dissolution des associations syndicales libres
113. accusé réception de transmission des comptes annuels et rapport d'activités des associations reconnues d'utilité publique et des fondations
114. décision de non opposition en cas de legs ou donation à des associations, congrégations...
115. signature des cartes nationales d'identité
116. demande d'inscription d'opposition de sortie de territoire
117. attestations constatant des faits ou des droits
118. statistiques mensuelles et comptabilité matière
119. correspondances relevant des attributions du bureau de la citoyenneté, hors décisions défavorables
120. demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau de la citoyenneté
121. bordereaux d'envoi y compris pour télécopies de documents pour toutes les attributions du bureau de la citoyenneté
122 - Agents immobiliers :
1221 - Toutes correspondances relatives à l'instruction des demandes
1222 - Délivrance, suspension et retrait de cartes professionnelles
123 - Opérateurs funéraires :
1231 - Habilitations, suspension et retrait d'autorisation d'exercer
1232 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des chambres funéraires
1233 - Instruction de ces procédures, y compris les mises à enquête publique
1234 - Autorisations de transports de corps à l'étranger, dérogation des délais d'inhumation et de crémation
124 - Foires commerciales : récépissés de déclaration
125 - Autorisation d'appel à la générosité publique
126 - Délivrance de cartes de guide-conférencier
127 - Tourisme :
1271 - Classement des offices de tourisme et des communes touristiques
1272 - Délivrance de cartes professionnelles de conducteur de voiture de tourisme
1273 - Autorisation d'exploitation des trains touristiques
128 - Réglementations diverses :
1281 - Récépissé de déclaration des ventes en liquidation
1282 - Agrément des commissaires pour les hippodromes
1283 - Délivrance de titres de maître restaurateur
1284 - Autorisation de loteries
1-2- USAGERS DE LA ROUTE
210 - Taxis :
2101 - Toutes correspondances et décisions relatives à la préparation et l'organisation de l'examen professionnel de conducteur de taxis
2102 - Nomination du jury d'examen
2103 - Délivrance, suspension et retrait de la carte professionnelle de conducteur de taxis
2104 - Commission départementale des taxis et véhicules de petite remise : nomination des membres et présidence de séance
211 - Dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express :
2111 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.
2112 - Présidence de la commission départementale des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.
212 - Certificats d'Immatriculation :
2121- Télécopies de documents ne comportant pas de décisions
2122- Bordereaux d'envoi de documents
2123- Demande d'enquêtes
2124- Correspondances relevant des attributions de la section des certificats d'immatriculation.
2125- Conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
2126- Suspension des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
2127- Annulation des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
2128- Convention d'agrément des professionnels de l'automobile
2129- Suspension ou annulation des conventions d'agrément des professionnels de l'automobile
213 - Permis de conduire :
2131- Télécopies de documents ne comportant pas de décisions
2132- Bordereaux d'envoi de documents
2133- Demande d'enquêtes
2134- Correspondances relevant des attributions de la section des permis de conduire.
2135- Délivrance des titres permis de conduire + échange et refus d'échange de permis étrangers
2136- Échange et refus d'échange de permis étrangers
2137- Arrêtés concernant les permis à points :
REF 44, récépissé de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul
REF 47, reconstitution de points du permis de conduire
REF 3F, suspension provisoire immédiate du permis de conduire
REF 1F, suspension provisoire du permis de conduire
REF 3E, interdiction temporaire immédiate de conduire en France
REF 1E, interdiction temporaire de conduire en France
REF 4F, modification ou confirmation d'un précédent arrêté
REF 4E, modification ou confirmation d'un précédent arrêté
2138- Arrêtés concernant la commission médicale :
REF 61, mesures administratives consécutives à un examen médical
2139- Arrêtés relatifs aux agréments :
Agrément, refus, suspension, retrait d'agrément, et toutes décisions relatives à ces agréments pour les :
- centres de tests psychotechniques
- centres de récupération de points
- médecins de la commission médicale
- médecins exerçant en cabinet médical

- centres de contrôle technique
- contrôleurs techniques
- gardiens de fourrières

2140- Arrêtés relatifs aux immobilisations et mises en fourrière de véhicules :

signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route

1-3- IMMIGRATION ET NATIONALITE

300. 1er récépissés (toutes demandes) et renouvellements de récépissé (uniquement dans le cadre de l'asile)

301. Autorisations provisoires de séjour (hors titre humanitaire)

302. Demandes d'enquête

303. Demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau des étrangers

304. Télécopies de documents ne comportant pas de décisions

305. Convocations aux entretiens

306. Remise de titres de séjour des étrangers

307. Titres de séjour des étrangers

308. Documents de circulation pour étranger mineur et titres d'identité républicains

309. Renouvellement de récépissés (hors asile)

310. Autorisations provisoires de séjour (à titre humanitaire)

311. Récépissés de dépôt de dossier de demande de naturalisation, procès-verbaux d'assimilation relatifs à la demande de naturalisation et documents relatifs à l'acquisition de la nationalité française par déclaration à raison du mariage.

312. Refus de délivrance d'autorisation provisoire de séjour

313. Titres de voyage des réfugiés et apatrides

314. Prolongation des visas des passeports

315. Attestations constatant des faits ou des droits

316. Courriers accompagnant la délivrance des autorisations provisoires de séjour suite à l'annulation d'un arrêté de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français par le Tribunal administratif

317. Toutes décisions favorables aux demandeurs

318. Laissez-passer

319. Décisions relevant des articles L511-1 à L511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance, les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention et sa prolongation ainsi que les décisions d'assignation à résidence visées au titre 6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

320. Toutes décisions défavorables concernant notamment le refus de regroupement familial, le refus de la carte de résident ou de certificat de résidence d'Algérien valable dix ans, le refus de l'admission au séjour, la confirmation des arrêtés de refus de séjour avec obligation de quitter le territoire français.

321. Abrogations d'arrêtés de refus de séjour assortis de l'obligation de quitter le territoire français.

322. Représentation de l'État, dans le cadre du contentieux administratif et judiciaire des mesures d'éloignement.

323. Signature de tous les contentieux d'urgence liés aux procédures d'éloignement.

ARTICLE 2 :

2-1 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-1, dans le domaine de la citoyenneté, à l'exception du domaine indiqué en 100, sera exercée par M. Alban OLMEDO, attaché, chef du bureau de la citoyenneté ou, en l'absence de ce dernier, par M. Alex BAILLY, attaché, chef de bureau adjoint.

2-2 : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 101 à 128 : à M. Alban OLMEDO, attaché, chef du bureau de la citoyenneté ou, en son absence, par M. Alex BAILLY, attaché, chef de bureau adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alban OLMEDO ou de M. Alex BAILLY, délégation de signature est donnée à :

- Mme Christine DEBAIZE, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les domaines désignés en 106 à 108, 111 à 114 et 119 à 128.

- Mme Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les domaines désignés en 102, 103, 105 et 119 à 121.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-2, dans le domaine des usagers de la route sera exercée par Mme Laurence PIEKARSKI, attachée principale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Laurence PIEKARSKI, délégation de signature est donnée à Mme Evelynne GEOFFROY, attachée, pour les domaines désignés en 1.2 (usagers de la route).

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Laurence PIEKARSKI, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, pour les domaines désignés en 213, à l'exception des domaines 2136, 2139 et 2140.

ARTICLE 4 :

4-1

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-3, dans le domaine de l'immigration et de la nationalité sera exercée par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée principale, chef de bureau, ou en son absence par Mme Caroline VASSON, attachée, adjointe au chef de bureau.

4-2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 300 à 319, 321, 322 et 323 à Mme Sabine CHOIGNOT, attachée principale, chef de bureau ou en son absence par Mme Caroline VASSON, attachée, adjointe au chef de bureau.

4-3

La délégation de représentation du préfet visée au domaine 322 est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sabine CHOIGNOT, à Mme Brigitte LELOUP, attachée, chef de la section " asile-éloignement ", Mmes Claire TRANDAFIR et Stéphanie CONTAL, secrétaires administratives de classe normale.

4-4

Délégation de signature est donnée, dans le cadre des astreintes des week-ends et jours fériés à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 319, 322 et 323 à Mmes Sabine CHOIGNOT, attachée principale, Caroline VASSON, attachée, adjointe au chef de bureau, Brigitte LELOUP, attachée, chef de la section " asile-éloignement ", Mmes Claire TRANDAFIR et Stéphanie CONTAL, secrétaires administratives de classe normale.

4-5

Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 303 à 306 à Mmes et MM. Catherine CLAUDIN, Angela DIAFERIA, Marie-Claire LAURENT, Gwenaëlle ROY, Sabine GELLENONCOURT, Sakina LABIED, Marjorie MATHIEU, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Fabrice ELOPHE, Lydia VIEIRA-RODRIGUEZ, Kathy KAISER et Sylvie EHL, adjoints administratifs.

4-6

Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués **de 300 à 310** à Mmes Brigitte LELOUP, Caroline VASSON, attachées, Mmes et M. Claire TRANDAFIR, Stéphanie CONTAL, Aurélie HEUZE, Hervé JEANNEROT et Christelle SCHONI, secrétaires administratifs.

4-7
Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er :

- dans les domaines indiqués **de 303 à 305 et 311** à Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, chef de la section "naturalisations"

- dans les domaines indiqués **de 303 à 305 et 311** à Mmes Christine HOLLARD, adjoint administratif principal de 2ème classe et Martine VAUQUOIS-ROUQUIER, adjoint administratif de 1ère classe.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n°12.BI.49 du 15 octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice des libertés publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 1er juillet 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

